

Accord collectif
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS AGRICOLES NON CADRES
(Lot-et-Garonne)

AVENANT N° 1 DU 29 JANVIER 2015

À L'ACCORD DU 6 NOVEMBRE 2009

NOR : AGRS1597201M

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord de prévoyance du 6 novembre 2009, afin d'y intégrer le dispositif de portabilité et les évolutions des taux de cotisation (prise en compte du coût lié à la portabilité et mise en place d'un taux d'appel).

Ainsi, le tableau des taux de cotisation est modifié et des informations sont apportées sur les modalités relatives au dispositif de portabilité des droits.

Article 1^{er}

L'article 7 de l'accord intitulé « Cotisations » est abrogé et remplacé par :

« Article 7

Cotisations

7.1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés définis à l'article 4 du présent accord dans les conditions d'ancienneté définies par garantie ci-après, sur la base des rémunérations brutes limitées à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurance sociale.

7.2. Taux de cotisation et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations, comprenant l'assurance du versement des cotisations sociales dues par l'employeur sur les indemnités journalières complémentaires et l'assurance du versement du maintien de salaire, destinées au financement des garanties définies à l'article 5, est ainsi fixé, dès le premier jour de présence au sein de l'entreprise :

1,228 % (tranche A/tranche B)

Ce taux global est réparti comme suit :

- 0,513 % à la charge des employeurs ;
- 0,715 % à la charge des salariés.

L'impact de la portabilité et son surcoût (s'élevant à 10 %) sont inclus dans les cotisations détaillées ci-dessous.

Le maintien ou l'évolution des taux sera étudié en commission paritaire avec l'assureur.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIES	CONDITION d'ancienneté	COÛT GLOBAL en % SR	PART employeur	PART salarié
Incapacité temporaire de travail	Sans condition, soit le 1 ^{er} jour	0,374	–	0,374 (*)
Incapacité permanente professionnelle	Sans condition, soit le 1 ^{er} jour	0,055	0,027	0,028
Incapacité permanente privée pour invalidité de catégorie 2 ou 3	Sans condition, soit le 1 ^{er} jour	0,044	–	0,044
Décès	Sans condition, soit le 1 ^{er} jour	0,369	0,100	0,269
Assurances de l'employeur liées à l'incapacité temporaire de travail				
Maintien de salaire	–	0,286	0,286 (*)	
Cotisations sociales employeur		0,10	0,10	
Total		1,228	0,513	0,715
(*) Il est rappelé que : – la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,286 %, est à la charge exclusive de l'employeur ; – la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité de la garantie incapacité temporaire de travail (0,374 %) est à la charge exclusive du salarié.				

Incapacité permanente :

Les employeurs participent uniquement à la garantie incapacité permanente de travail d'origine professionnelle AT et MP, au taux de 0,027 %. Les salariés prennent totalement à leur charge la garantie incapacité permanente de travail d'origine privée, catégorie 2 et 3, au taux de 0,044 %.

Taux d'appel :

A compter de la date d'effet du présent avenant, un taux d'appel s'élevant à 60 % pour la garantie décès et à 85 % pour la garantie incapacité temporaire et permanente de travail sera appliqué aux cotisations précitées pendant une durée de 12 mois.

Après application de ce taux d'appel, les taux de cotisation deviennent :

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIES	CONDITION d'ancienneté	COÛT GLOBAL en % SR	PART employeur	PART salarié
Incapacité temporaire de travail	Sans condition, soit le 1 ^{er} jour	0,365	–	0,365 (*)
Incapacité permanente professionnelle	Sans condition, soit le 1 ^{er} jour	0,047	0,023	0,024
Incapacité permanente privée pour invalidité de catégorie 2 ou 3	Sans condition, soit le 1 ^{er} jour	0,037	–	0,037
Décès	Sans condition, soit le 1 ^{er} jour	0,285	0,077	0,208

GARANTIES	CONDITION d'ancienneté	COÛT GLOBAL en % SR	PART employeur	PART salarié
Assurances de l'employeur liées à l'incapacité temporaire de travail				
Maintien de salaire	–	0,196	0,196 (*)	
Cotisations sociales employeur		0,085	0,085	
Total		1,015	0,381	0,634
(*) Il est rappelé que : - la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,196 %, est à la charge exclusive de l'employeur ; - la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité de la garantie incapacité temporaire de travail (0,365 %) est à la charge exclusive du salarié.				

Incapacité permanente :

Les employeurs participent uniquement à la garantie incapacité permanente de travail d'origine professionnelle AT et MP, au taux de 0,023 %. Les salariés prennent totalement à leur charge la garantie incapacité permanente de travail d'origine privée, catégorie 2 et 3, au taux de 0,037 %.

7.3. Collecte

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte d'Agri-Prévoyance selon les modalités définies entre Agri-Prévoyance et la MSA.

7.4. Evolution ultérieure des cotisations

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord.

Si besoin, afin de rééquilibrer le régime, la commission mixte décidera, en partenariat avec l'assureur, soit de la diminution des garanties, soit de l'augmentation ou de la baisse des cotisations.

Dans tous les cas, chaque partie, des salariés ou des employeurs, verra évoluer les garanties et leurs cotisations dont elle a la charge indépendamment de l'autre partie. Cette évolution, uniquement imputable à la partie concernée, pourra se faire à la hausse ou à la baisse selon l'équilibre du régime.

Toute modification des cotisations et des garanties fera l'objet d'une nouvelle négociation et d'un avenant.

7.5. Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès d'Agri-Prévoyance et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente de toutes origines sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire par l'employeur, le bénéfice des garanties décès, incapacité permanente toutes origines est maintenu avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines), les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

7.6. Dispositif de portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le

régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 1 du 29 janvier 2015).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention de la prestation, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 2

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant et s'engagent à le déposer auprès de la DIRECCTE de Lot-et-Garonne.

Article 3

Date d'effet

Les dispositions du présent avenant prennent effet le premier jour du trimestre qui suit la date de parution de son arrêté d'extension et au plus tard :

- le 1^{er} juin 2015 concernant le dispositif de portabilité ;
- le 1^{er} juillet 2015 concernant les dispositions relatives aux cotisations.

Fait à Agen, le 29 janvier 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de Lot-et-Garonne ;
FDSEA de Lot-et-Garonne ;
Syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles, des entreprises des territoires de Lot-et-Garonne ;
FD des CUMA de Lot-et-Garonne ;
Syndicat coordination rurale de Lot-et-Garonne.

Syndicats de salariés :

FNAF CGT, section agriculture ;
SGA CFDT de Lot-et-Garonne ;
FGTA FO, section agriculture ;
SNCEA CFE-CGC de Lot-et-Garonne ;
CFTC-Agri de Lot-et-Garonne.

ANNEXE

DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.